

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**portant levée de mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral du 29 avril 2024  
à l'encontre de la Société Agence Maritime Rochefort (AMR) à Rochefort**

### **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 mettant en demeure la société Agence Maritime Rochefort (AMR) à Rochefort de respecter des prescriptions techniques des activités de transit et regroupement de déchets métalliques et de pneumatiques usagés ;

**Vu** l'arrêté du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

**Vu** la visite d'inspection du 27 janvier 2026 du site exploité Bassin n° 3 à Rochefort ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24 février 2026 transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la société Agence Maritime Rochefort a déposé un nouveau dossier d'enregistrement le 18 avril 2025 afin de régulariser les modifications des activités du site ;

**Considérant** qu'à l'issue de l'instruction de ce nouveau dossier, un arrêté préfectoral portant enregistrement a été signé le 1<sup>er</sup> décembre 2025 et que son article 1.1.2 abroge l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022, en dehors de l'article 1 ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant mise en demeure est, de ce fait, inopérant pour ce qui concerne le respect des articles 1.2.1 et 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite d'inspection du 27 janvier 2026, une hauteur d'entreposage des déchets métalliques ne dépassant pas 6 mètres ;

**Considérant** en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 susvisé peut être levée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril 2024 susvisé pris à l'encontre de la société Agence Maritime Rochefort (AMR) à Rochefort sont abrogées.

### **Article 2**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet « telerecours.fr ».

### **Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4**

Le présent arrêté sera notifié à la société Agence Maritime de Rochefort.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Monsieur le Maire de Rochefort,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **- 2 MARS 2026**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Emmanuel CAYRON